

DÉCLARATION DES DIRIGEANTS

Violence envers les enfants : la crise cachée de la pandémie de COVID-19

Mercredi 8 avril 2020

Alors que la pandémie de COVID-19 entraîne des conséquences dévastatrices partout dans le monde, et que nous travaillons sans relâche pour enrayer la propagation du coronavirus, ces efforts, essentiels pour préserver la santé de la population mondiale, exposent également les enfants à un risque accru de violence et notamment de maltraitance, de violence liée au genre et d'exploitation sexuelle.

En tant que dirigeants d'organisations engagées à mettre fin à la violence envers les enfants, nous sommes unis dans un esprit de solidarité pour partager notre profonde inquiétude, appeler à l'action ainsi que pour réaffirmer notre détermination à protéger les enfants contre la violence et à réduire l'impact de l'épidémie de COVID-19 sur les enfants, dans tous les pays et toutes les communautés.

Un tiers de la population mondiale est actuellement confinée, et plus d'1,5 milliard d'enfants sont désormais déscolarisés. Les restrictions de mouvement, la perte de revenus, l'isolement, la promiscuité et les niveaux élevés de stress et d'anxiété augmentent chez les enfants le risque de subir ou d'observer des violences physiques, psychologiques et sexuelles chez eux, en particulier pour ceux dont la situation familiale est déjà marquée par la violence et les dysfonctionnements. De plus, si les communautés en ligne sont devenues essentielles pour de nombreux enfants dans le cadre de la poursuite de leur apprentissage, de leur accompagnement et de leurs activités récréatives, elles les exposent aussi davantage au cyberharcèlement, aux comportements à risque en ligne et à l'exploitation sexuelle.

La situation est aggravée par le fait que les enfants ne côtoient plus leurs camarades d'école, leurs enseignants et les travailleurs sociaux et n'ont plus accès aux espaces sûrs et services proposés par l'école. Les enfants les plus vulnérables – notamment les enfants réfugiés, migrants ou déplacés, privés de liberté, porteurs d'un handicap, ne bénéficiant pas de soins parentaux, vivant dans la rue et dans des bidonvilles, ou encore dans des zones touchées par un conflit – nous préoccupent tout particulièrement. Pour beaucoup, la vulnérabilité économique croissante à laquelle ils sont exposés augmente les risques qui pèsent sur eux, à savoir le travail, le mariage et la traite des enfants.

Nous devons agir maintenant. Ensemble, nous appelons les gouvernements, la communauté internationale et les dirigeants de tous les secteurs à intervenir d'urgence dans le cadre d'une réponse collective élargie à la COVID-19 pour protéger les enfants du risque accru de violence, d'exploitation et d'abus.

Les gouvernements ont un rôle déterminant à jouer. Ils doivent veiller à ce que les plans de prévention et de lutte contre la COVID-19 intègrent des mesures appropriées à l'âge et respectueuses des questions de genre afin de protéger tous les enfants contre la violence, la négligence et les abus. Aussi, les services et les travailleurs en charge de la protection de l'enfance doivent être considérés comme essentiels et dotés de ressources en conséquence.

Dans le cadre de notre collaboration et de notre appui aux gouvernements, notre réponse collective doit



inclure des mesures veillant notamment à : maintenir les services essentiels de santé et d'aide sociale, y compris le soutien psychosocial et l'aide en matière de santé mentale ; instruire les dossiers de protection de l'enfance et fournir des solutions de protection de remplacement dans les situations d'urgence ; garantir la protection sociale des enfants et des foyers les plus vulnérables ; continuer d'assurer les soins et la protection des enfants au sein des institutions, ainsi qu'à communiquer avec les parents, les personnes qui en ont la charge et les enfants eux-mêmes et à les mobiliser en leur fournissant des informations et des conseils fondés sur des données probantes. Par ailleurs, les services nationaux d'assistance téléphonique, les conseillers pédagogiques et autres mécanismes de signalement permettant aux enfants en détresse d'appeler à l'aide doivent être adaptés aux défis de la COVID-19.

Compte tenu des risques élevés auxquels sont exposés les enfants sur Internet, les sociétés de technologie et les fournisseurs de services de télécommunications doivent faire tout leur possible pour assurer la sécurité des enfants en ligne. Ils doivent notamment faire en sorte que les enfants aient accès à des services d'assistance téléphonique gratuits, à des services adaptés à leur âge et à des plateformes éducatives numériques sûres sur lesquelles sont diffusés des conseils pour leur sécurité en ligne. Ces entreprises doivent également redoubler d'efforts pour détecter et arrêter les activités en ligne préjudiciables pour les enfants, telles que le pédopiégeage et la production et la distribution d'images et vidéos à caractère pédopornographique.

En tant qu'organisations œuvrant à l'élimination de la violence envers les enfants, nous continuerons à investir dans des solutions permettant de protéger efficacement les enfants et à les défendre ardemment. Nous élaborerons et partagerons collectivement des **ressources** techniques et des orientations à l'attention des décideurs politiques, des professionnels, des parents, des personnes ayant la charge d'enfants et des enfants eux-mêmes. Nous soutiendrons les professionnels de la santé, de la protection de l'enfance et de l'humanitaire, qui font tous preuve d'un courage remarquable et travaillent sans relâche pour protéger les enfants pendant cette période inédite.

Au cours des dernières années, la communauté internationale a accompli des progrès considérables en matière de protection de l'enfance. Nous ne devons pas laisser ces avancées se perdre en raison de la crise actuelle. Aussi, il est de notre devoir de faire tout notre possible maintenant pour continuer à protéger les enfants. Nous devons également appréhender l'avenir ensemble, pour qu'une fois la crise sanitaire passée, nous puissions au plus vite reprendre nos efforts visant à éliminer toutes les formes de violence, d'abus et de négligence envers les enfants.

Signataires



Henrietta H. Fore, Directrice générale, **UNICEF**;
Présidente du Conseil, **End Violence Partnership**

Dr. Tedros Adhanom Ghebreyesus, Directeur général,
WHO

Najat Maalla M'jid, Représentante spéciale du
Secrétaire général de l'ONU chargée de la question
de **Violence against Children**

Virginia Gamba, Représentante spéciale du Secrétaire
général de l'ONU pour **Children and Armed Conflict**





Phumzile Mlambo-Ngcuka, Directrice exécutive,
UN Women



Dr Joan Nyanyuki, Directrice générale,
African Child Policy Forum



Rev. Keishi Miyamoto, Président,
Arigatou International



Meg Gardinier, Secrétaire générale,
ChildFund Alliance



Patrick Krens, Directeur général,
Child Helpline International



Robbert Van Den Berg, Directeur général,
ECPAT International



Dr. Howard Taylor, Directeur général,
End Violence Partnership



Tufail Muhammad, Président,
ISPCAN



Anne-Birgitte Albrechtsen, Directrice générale,
Plan International



Ghada Waly, Directrice exécutive,
UN Office on Drugs and Crime



Inger Ashing, Directrice générale,
Save the Children International



Steffen Braasch, Directeur général,
SOS Children's Villages International



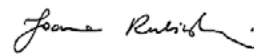
Delphine Moralis, Secrétaire générale,
Terre des Hommes



Dr. Daniela Ligiero, Directrice générale,
Together for Girls



Iain Drennan, Directeur général,
WePROTECT Global Alliance



Dr. Joanna Rubinstein, Présidente et Directrice générale,
World Childhood Foundation USA



Rev. Dr. Olav Fykse Tveit, Secrétaire général,
World Council of Churches



Andrew Morley, Président et Directeur général,
World Vision International